

Sans réaction populaire après les élections ... Plus d'austérité pour les moutons, encore plus de profits pour les chacals !!!

Changer pour que rien ne change ?

Après le grand cirque électoral qu'on nous impose, les choses peuvent-elles réellement changer ? De moins en moins de personnes en sont convaincues. Les dés sont pipés. Les alternances en Espagne, en Italie, en Grèce n'ont rien changé. Derrière la façade démocratique, la puissance de la finance règne en maître et tire les ficelles. Les médias tentent de façonner l'opinion en exhibant les deux seuls prétendants crédibles à leurs yeux, Sarko-Hollande pour que rien ne change. Leurs seules craintes c'est une abstention trop forte (30% ?), une colère qui décrédibiliserait la caste politique.

Certes, pour beaucoup d'entre nous, ce serait un grand soulagement de se débarrasser de Sarko, le Président omnipotent des riches, l'avocat des brasseurs d'affaires et des financiers du CAC 40, celui qui a tenté de faire croire

- **qu'en réduisant les impôts des plus riches** on allait relancer l'économie capitaliste pour le bien de tous : **bouclier fiscal** = 1/2 milliard de moins dans les caisses de l'Etat – **niche Copé** = 22 milliards d'euros de moins rien qu'entre 2007 et 2009, etc.
- **qu'en baissant les cotisations patronales**, les ouvriers gagneraient plus en faisant des heures supplémentaires : « *travailler plus pour gagner plus* » ! Certains y ont cru... En fait, le chômage et la précarité ont explosé ainsi que l'austérité, mettant en cause les droits à une retraite digne, à la santé, à la sécurité de l'emploi

Certes, on ne regrettera pas Sarko, le démagog, le nabot à talonnettes

- celui qui a le culot d'annoncer tout et son contraire, de piétiner le référendum contre le TCE et **d'appeler à un référendum contre les chômeurs !**
- celui qui clame : « *les caisses sont vides* » et qui renfloue les banquiers,
- celui qui a porté **l'endettement de l'Etat à 1 740 milliards d'euros**, l'homme du CAC 40 et du Fouquet's

Certes, même si les jeux ne sont pas faits, derrière la caste des politiciens de rechange, la classe dirigeante, celle de la finance et des rentiers du capital, veille au grain et il n'est pas certain qu'elle veuille confier à un

« *capitaine de pédales* », la direction de ses affaires. Car Sarko a au moins l'avantage, à leurs yeux,

- de savoir diviser, opposer les travailleurs entre eux : les sans emploi contre ceux qui en ont, les étrangers contre les français, les salariés du privé contre les fonctionnaires, les « bronzés » contre les « blancs », les jeunes contre les vieux

- d'agiter les peurs et de surfer sur tous les faits divers pour exacerber le racisme, la xénophobie et l'islamophobie.

Mais, ça marche de moins en moins. Les préoccupations des classes populaires pour elles et leurs enfants, ce sont l'emploi, de meilleurs salaires, bref, la possibilité de vivre décemment... le contraire de ce que les eurocrates nous préparent. Mais beaucoup d'entre nous sont désabusés.

Après les élections, la stratégie du choc

La subordination des castes dirigeantes au capitalisme allemand et à la Troïka (commission européenne, FMI, BCE) ne signifie pas autre chose que la **volonté de faire payer la crise aux classes populaires**.

Qui paiera les 1 000 milliards prêtés par la BCE, à 1 %, aux banques privées pour se renflouer qui prêtent ensuite, à des taux exorbitants, aux Etats endettés (14 % pour le Portugal) ?

Qui paiera le rachat par la Banque Centrale Européenne des emprunts des banques privées, des assurances et des fonds spéculatifs souscrits par l'Etat grec ?
.../...

Après la Grèce, l'Espagne, le Portugal, l'Italie, la France d'après les élections sera sur la sellette pour nous faire rendre gorge.

Compétitivité ? = diminution des salaires, des prestations sociales et privatisation des services publics pour que la production soit concurrentielle vis-à-vis de la Chine, de l'Inde et des pays de l'Est

Flexibilité ? = travailleurs privés de droits, jetables, et en « capacité » d'accepter comme en Allemagne, des jobs à 2€/heure, entreprises qui délocalisent plus facilement, unités de production qui ferment rapidement comme à Florange, une Europe sans frontières, sans protection où le capital règne en maître.

C'est à cette stratégie du choc qui prétend nous enfermer dans la résignation, que les « chacals » nous promettent, qu'il faut nous préparer

Mario Draghi, Président de la BCE, l'ancien Vice-Pt de la Goldman Sachs, qui a maquillé la dette grecque et empoché de faramineuses commissions pour son savoir-faire d'escroc de haut vol, vient de le confirmer sans détours : « *Il faut réduire les impôts et la dépense publique, libéraliser les services et réformer le marché du travail* » donc privatiser les secteurs rentables pour le capital et précariser les travailleurs.

Ce n'est pas le travail qui coûte cher, c'est le capital

Ce qu'ils veulent accélérer c'est l'austérité et la régression sociale pour les travailleurs et l'enrichissement sans fin pour les rentiers. Les inégalités explosent, la pauvreté s'étend à toutes les couches de la société, sauf à ceux qui prétendent gagner 400 à 500 fois et plus que le SMIC... C'est à la bancocratie, aux spéculateurs, aux paradis fiscaux et à cette noblesse d'Etat qu'il faut s'attaquer. Qui le peut ? Les socio-libéraux du Parti Solférino (PS) ?

- qui, en 1983, ont ouvert la voie à la domination du capital financier ?
- qui, en 1997 sous Jospin, contrairement à leurs promesses, ont signé le pacte dit de stabilité (traité d'Amsterdam) gelant les augmentations des salaires ?
- qui, avec DSK, ce sinistre personnage, ont autorisé stock options et parachutes dorés pour les grands patrons ?
- qui ont soutenu les traités de Maastricht et de Lisbonne ?
- qui se sont soumis à la puissance états-unienne, en approuvant la réintégration dans l'OTAN ?

Peut-on les croire, Sarko et Hollande, l'un affirmant « *J'ai changé* », et l'autre « *J'ai maigri, je ne suis plus le même* » ? A quel régime veulent-ils nous soumettre ?

S'attaquer au capital, seuls les peuples peuvent le faire. Subir ou réagir.

Ce sont les peuples qui font leur histoire, soit en acceptant la domination qu'ils subissent, soit en s'organisant de manière autonome, en comptant sur leurs propres forces. Déjà, des voix indignées s'élèvent, les mobilisations en Grèce, en Espagne, au Portugal ouvrent la voie.

La solution c'est nous, le problème c'est eux

Aucune illusion !

**Une société de justice sociale, d'émancipation des travailleurs
ne nous sera pas offerte par quelque sauveur suprême !**

**Il faut en finir avec ce système de monarchie pseudo-parlementaire
derrière lequel se cache la domination du capitalisme financiarisé**

**Unité populaire dans l'action contre tous les faux prophètes et contre tous
les manipulateurs, en nous auto-organisant dès aujourd'hui**

Rejoignez *les Amis de l'émancipation Sociale*, **rouges de colère** car les classes populaires ne doivent pas payer la crise du capitalisme. Contacts 03 84 30 21 06 ou 06 62 41 03 28